• **Analyses Asie États-Unis Géopolitique**
/ 18 novembre 2026 / [redacted] / 1 Comment

Les États-Unis sont derrière les manifestations en Indonésie (encore une fois)



[redacted]

par **Brian Berletic**

Les États-Unis cherchent à déstabiliser l'Indonésie en utilisant des médias et des réseaux sociaux sous leur emprise afin d'encercler la Chine et de préserver leur domination mondiale.

L'Indonésie, située en Asie du Sud-Est, est le 4e pays le plus peuplé de la planète avec 287 millions d'habitants. Elle est le 12e partenaire commercial de la Chine au niveau mondial et le 3e en Asie du Sud-Est, après le Vietnam et la Malaisie.

L'Indonésie bénéficie également d'une situation stratégique à proximité du détroit de Malacca, une voie maritime cruciale par laquelle transitent la grande majorité des importations chinoises d'énergie et de ressources ainsi que ses exportations, et que les États-Unis prévoient et s'apprêtent depuis des années à fermer afin de mettre en œuvre un «blocus à distance» contre la Chine.

Aujourd'hui, les États-Unis mettent déjà en œuvre une variante du «blocus à distance» par le biais de leur invasion et de leur prise de contrôle du Venezuela, de leur guerre par procuration contre la Russie via l'Ukraine, et de leurs guerres au Moyen-Orient — directement contre l'Iran et par l'intermédiaire de leurs mandataires israéliens et saoudiens contre le Liban et le Yémen respectivement. Ensemble, ces conflits ont tous contribué à interrompre ou à réduire drastiquement les exportations d'énergie vers la Chine.

La déstabilisation ou la mise sous emprise politique de l'Indonésie servirait les intérêts américains tant pour encercler que pour contenir la Chine grâce à un front uni de mandataires sous emprise américaine ou à un arc de déstabilisation privant la Chine de partenariats économiques, commerciaux, politiques et militaires viables. Cela renforcerait également la capacité des États-Unis à menacer, directement ou indirectement, le trafic maritime passant par le détroit de Malacca — élargissant ainsi considérablement leur «blocus à distance» contre la Chine.

Pour toutes ces raisons, et en raison de la volonté générale des États-Unis d'empêcher *toute* nation-État puissante et indépendante de s'élever et de remettre en cause leur primauté, que ce soit à l'échelle mondiale ou régionale, les États-Unis cherchent à affaiblir l'Indonésie par le biais d'une ingérence politique de grande envergure.

Ces dernières années, cela s'est traduit par des manifestations présentées par l'ensemble des médias occidentaux comme des manifestations «de jeunes», «de la Génération Z» ou «menées par des étudiants», suivant des schémas d'ingérence américains similaires observés ailleurs dans le monde.

Les étudiants, qui n'ont même pas encore achevé leurs études dans le domaine qu'ils se sont choisi, ne disposent ni des ressources, ni de l'expérience, ni des connaissances nécessaires pour organiser des mouvements nationaux capables de contester, et encore moins de renverser, les ordres politiques en place ; ils servent plutôt de base de manœuvre aux intérêts qui, eux, en ont les moyens.

L'examen des organisations qui promeuvent et défendent les manifestations qui ont lieu en Indonésie depuis deux ans révèle un vaste réseau de médias financés par le gouvernement américain, d'organisations de «défense des droits de l'homme» et de fondations juridiques qui diffusent et amplifient des discours, encouragent les manifestations elles-mêmes, tout en apportant un soutien et une Défense juridique aux manifestations et à leurs participants.

Les médias financés par les États-Unis en Indonésie et leur rôle dans le renforcement de l'ingérence américaine

L'ingérence américaine en Indonésie a été révélée l'année dernière grâce à des listes d'organismes médiatiques indonésiens spécifiques promouvant les manifestations et bénéficiant de financements du gouvernement américain et/ou de fondations.

Parmi ceux-ci figuraient Tempo, Kompas, Tribunnews, Remotivi, New Naratif et Project Multatuli.

Ces aveux ont été faits par ces organisations elles-mêmes dans un article de Mongabay de 2025 intitulé *«"Sans nous, pas de contrôle" : les médias indépendants indonésiens font le bilan des coupes dans les financements américains»*.

Non seulement l'article reconnaît que *Remotivi*, *New Naratif* et *Project Multatuli* ont reçu d'importants financements du gouvernement américain par l'intermédiaire de l'USAID et du National Endowment for Democracy (NED), et qu'il leur serait pratiquement impossible de fonctionner sans ces financements, mais il admet également que des *«coordinateurs de programme»* du gouvernement américain discutaient des politiques éditoriales avec les bénéficiaires de ces subventions et intervenaient dans la décision de publier ou non certains contenus.

Kompas et même le *Jakarta Post* ont été cités comme étant associés à ce réseau financé par les États-Unis.

Tempo, sur son propre site web, a reconnu avoir bénéficié d'un financement américain par le biais du Media Development Investment Fund (MDIF) — le MDIF étant lui-même, de son propre aveu, un produit du financement des gouvernements européens et des Open Society Foundations de George Soros.

Kompas, *Tribuunews* et *Tempo* comptent parmi les principales plateformes d'information au sein de l'espace médiatique indonésien, aux côtés de *CNN* Indonesia et de *BBC News*, ce qui démontre la domination américaine en matière d'information en Indonésie, qui s'inscrit dans le cadre d'une domination informationnelle étendue des États-Unis à l'échelle mondiale.

Les médias financés par les États-Unis jouent un rôle essentiel dans l'élaboration, la promotion et l'amplification des discours et des slogans des groupes d'opposition soutenus par les États-Unis. En raison de leur part importante dans l'espace médiatique indonésien, le public indonésien est révélé à ces discours, ce qui garantit un soutien et une participation plus importants de la population aux mouvements d'opposition soutenus par les États-Unis.

Comme l'Indonésie — à l'instar de nombreux autres pays à travers le monde — dépend presque entièrement des plateformes de réseaux sociaux basées aux États-Unis, notamment WhatsApp, Instagram et Facebook de Meta, ainsi que X et YouTube de Google, leurs algorithmes garantissent que la grande majorité des contenus consommés par les Indonésiens est liée aux intérêts américains et aux mouvements et organisations soutenus par les États-Unis, tandis que les opinions contraires ou les tentatives de révéler l'ingérence américaine sont étouffées.

Dès 2008, le département d'État américain a organisé ce qu'il a appelé l'«Alliance des mouvements de jeunesse», dans le cadre de laquelle il a été admis que :

«Cette Alliance des mouvements de jeunesse a connu des débuts organiques dans la mesure où, déjà, des mouvements de jeunesse du monde entier utilisant les médias en ligne, mobiles et numériques interagissaient pour discuter des meilleures pratiques. Le département d'État a joué un rôle de facilitateur pour aider à structurer quelque peu cette tendance en s'associant à des entités telles que Facebook, Howcast, Google, MTV et la Columbia Law School».

Et que :

«L'objectif de l'Alliance des mouvements de jeunesse est d'étudier les exemples de réussite où les jeunes ont utilisé l'espace en ligne comme un outil d'autonomisation contre la violence et l'oppression, de synthétiser les meilleures pratiques qui ont rendu cela possible, et d'inspirer de nouveaux mouvements».

Le département d'État américain et ses partenaires occidentaux des réseaux sociaux préparaient des réseaux régionaux de groupes d'opposition destinés à être renvoyés dans leurs pays d'origine pour les déstabiliser et, si

possible, les renverser pour le compte du gouvernement américain.

Dès 2011, le *New York Times*, dans son article intitulé *«Des groupes américains ont contribué à alimenter les soulèvements arabes»*, a admis que le NED américain et le département d'État étaient à l'origine des groupes d'opposition à l'origine des troubles régionaux. Ce même article mentionnait spécifiquement *«une réunion sur les technologies organisée en 2008»* (l'Alliance des mouvements de jeunesse) parrainée par le département d'État américain et des plateformes de réseaux sociaux basées aux États-Unis, au cours de laquelle les groupes d'opposition impliqués dans le «Printemps arabe» ont été *«formés à l'utilisation des réseaux sociaux et des technologies mobiles».*

Au-delà de la formation et de l'équipement des groupes d'opposition soutenus par les États-Unis eux-mêmes, les plateformes de réseaux sociaux basées aux États-Unis abusent de leur monopole sur l'espace informationnel mondial pour faciliter l'ingérence américaine, voire la guerre.

Dans un article de *The Independent* datant de 2016 et intitulé *«Google prévoyait d'aider les rebelles syriens à renverser le régime d'Assad, selon des e-mails divulgués d'Hillary Clinton»,* il est admis que :

«Un outil interactif créé par Google était destiné à encourager les rebelles syriens et à contribuer au renversement du régime d'Assad, comme l'auraient révélé les e-mails divulgués d'Hillary Clinton.

En suivant et en cartographiant les défections au sein des dirigeants syriens, il aurait été conçu pour encourager davantage de personnes à faire défection et à "redonner confiance" à l'opposition rebelle».

L'article poursuit :

«L'e-mail détaillant l'outil de suivi des défections de Google proviendrait de Jared Cohen, conseiller de Clinton jusqu'en 2010 et désormais président de Jigsaw, anciennement connu sous le nom de Google Ideas, le groupe de réflexion politique de l'entreprise basé à New York.

Dans un e-mail daté de juillet 2012 adressé aux membres de l'équipe de Clinton, qui, selon les révélations de WikiLeaks, aurait ensuite été transmis à la secrétaire d'État elle-même, Cohen aurait déclaré : "Mon équipe prévoit de lancer dimanche un outil qui permettra de suivre et de cartographier publiquement les défections en Syrie, ainsi que les branches du gouvernement dont elles proviennent"».

En d'autres termes, les entreprises de réseaux sociaux basées aux États-Unis sont en contact direct avec le gouvernement américain, supervisant, facilitant et encourageant l'ingérence américaine, voire une guerre par procuration, au sein des pays ciblés.

La manipulation des algorithmes des réseaux sociaux basés aux États-Unis et le déploiement d'applications sur mesure visant à promouvoir les manifestations soutenues par les États-Unis et à réprimer les tentatives visant à les révéler ou à les neutraliser constituent une réalité quotidienne qui se joue dans l'espace informationnel des pays du monde entier, au détriment immédiat de la sécurité nationale de ces derniers.

Les médias financés par les États-Unis en Indonésie dissimulent l'ingérence américaine

Outre la domination américaine au sein de l'espace informationnel indonésien, la dépendance de l'Indonésie vis-à-vis des plateformes de réseaux sociaux basées aux États-Unis et leur utilisation abusive des algorithmes pour manipuler l'opinion publique indonésienne, les médias financés par les États-Unis en Indonésie ont pris part à des attaques concertées contre des personnes menant des recherches et révélant leurs activités.

Le *Jakarta Post* susmentionné, dans un article de juin 2026 intitulé *«Une enquête des médias révèle la désinformation derrière les manifestations de 2025 "soutenues par l'étranger"»*, affirme :

«Une étude collective sur les allégations d'influence étrangère derrière les manifestations de grande ampleur de l'année dernière a au contraire mis au jour ce qui semble être une campagne de désinformation anti-occidentale».

Cependant, il affirme également :

«L'enquête collective menée par le magazine Tempo, Kompas.com, Suara.com, Tribunnews.com et la plateforme de surveillance des réseaux sociaux Drone Emprit, ***dans le cadre d'un programme de développement des médias soutenu par l'Union européenne et géré par l'organisation internationale à but non lucratif Internews,*** *a mis en évidence des indices de manipulation et d'ingérence étrangères en matière d'information (FIMI) visant à présenter les manifestations de grande ampleur de l'année dernière comme étant soutenues par des puissances étrangères».*

En d'autres termes, une «enquête» sur les allégations d'ingérence américaine en Indonésie a été menée par des organes de presse vérifiés et reconnus comme étant financés par les États-Unis, qui reçoivent des fonds supplémentaires de la part d'acteurs étrangers — l'Union européenne et Internews.

Internews est financée, entre autres, par les Open Society Foundations, la Fondation Ford, la Fondation Rockefeller, ainsi que par les entreprises de réseaux sociaux basées aux États-Unis elles-mêmes, impliquées dans la facilitation de l'ingérence américaine à l'échelle mondiale, notamment Facebook et Google.

Par ailleurs, sur le site officiel d'Internews figure une page «À propos d'Internews» dans laquelle l'organisation reconnaît que son travail *«a été mené en tant que partenaire de mise en œuvre de longue date de l'USAID».*

Ainsi, cette «enquête» n'était qu'une attaque concertée, financée par l'Occident, contre ceux qui enquêtaient et révélaient une ingérence occidentale réelle et avérée en Indonésie. Conjuguée aux efforts avoués déployés par des organismes financés par le gouvernement américain, tels que le NED, pour étouffer ces révélations publiques, elle constitue une preuve supplémentaire du caractère trompeur et malveillant des intentions des États-Unis à l'égard de l'Indonésie en général, et plus particulièrement à travers leur financement d'organisations opérant dans les sphères sociales, politiques et médiatiques indonésiennes.

Les étudiants manifestants et leurs défenseurs financés par les États-Unis

Il a également été révélé que la Yayasan Lembaga Bantuan Hukum Indonesia (YLBHI) et l'Institut/Fondation d'aide juridique (LBH) avaient reçu des financements des gouvernements américain, canadien et australien tout au long du XXIe siècle. Ces organisations figurent parmi les «partenaires» du Freedom Fund, qui est lui-même financé par le département d'État américain.

L'YLBHI/LBH a été créée pour fournir une aide juridique aux groupes d'opposition soutenus par les États-Unis, aux particuliers et aux participants aux mouvements soutenus par les États-Unis.

Au cours des manifestations de l'année dernière, elle a publié une déclaration concernant le «droit de manifester», cosignée par une longue liste d'organisations de façade également financées par des fondations américaines, européennes et occidentales — dont beaucoup ne sont même pas situées en Indonésie ni liées à ce pays. L'organisation suivante sur la liste, juste après YLBHI/LBH, était «Asia Justice and Rights» (AJAR) — bien qu'elle soit basée en Indonésie, selon son dernier rapport annuel, elle reçoit des financements de gouvernements européens ainsi que de l'Open Society Foundation. Le «Cambodian Center for Human Rights (CCHR)» a également signé cette déclaration ; cette organisation a admis, dans des divulgations antérieures, être financée par le département d'État américain, l'ambassade britannique, l'Union européenne, l'USAID et Freedom House, une filiale du NED.

L'un des groupes étudiants les plus fréquemment cités parmi ceux impliqués dans les manifestations en Indonésie est le «comité exécutif étudiant» de l'Université d'Indonésie (BEM UI). Le YLBHI promeut régulièrement (aux côtés de médias financés par les États-Unis) et assure la défense juridique des événements et des marches «organisés»

par le BEM UI, depuis 2021 jusqu'aux mois récents. À l'instar de nombreuses autres organisations de «défense des droits de l'homme» ou d'«aide juridique» financées par les États-Unis, la violence des manifestants est ignorée ou excusée, et toute action des forces de sécurité de l'État visant à maintenir l'ordre est condamnée comme constituant une «violation des droits de l'homme».

Le BEM UI et d'autres groupes étudiants — sans les vastes réseaux d'organismes médiatiques financés par les États-Unis qui font la promotion de leurs activités dans tout l'espace informationnel indonésien, manipulé par les plateformes de réseaux sociaux basées aux États-Unis qui contrôlent l'algorithme par lequel l'information parvient aux citoyens indonésiens, et sans la défense juridique que leur assurent des organisations financées par les États-Unis telles que l'YLBHI — n'auraient pas atteint la reconnaissance et l'influence nationales qu'on leur attribue.

La corruption, les problèmes environnementaux et les difficultés économiques ne sont ni propres à l'Indonésie, ni nécessairement imputables au gouvernement indonésien actuel. La corruption systémique n'apparaît pas du jour au lendemain, pas plus que les problèmes environnementaux. Les difficultés économiques, notamment la hausse des prix de l'énergie et de toutes les matières premières qui en dépendent, sont en réalité une conséquence directe de la guerre d'agression menée par les États-Unis au Moyen-Orient, dans le but délibéré de priver le reste de l'Asie d'importations d'énergie bon marché et fiables en provenance de cette région, et de créer les *conditions mêmes* propices à des troubles dans les rues d'Indonésie, de Malaisie, du Myanmar et de Thaïlande.

Loin d'être un mouvement spontané et décentralisé — tout comme le «Printemps arabe» de 2011 —, les États-Unis ont passé des années à mettre en place ces réseaux, à infiltrer et à s'emparer de parts de contrôle de l'espace médiatique indonésien, et même à contribuer directement et délibérément aux problèmes économiques bien réels auxquels sont confrontés les Indonésiens. Et tout comme lors du «Printemps arabe» en 2011, ou de l'«Euromaïdan» en Ukraine en 2014, peu importe ce que les Indonésiens, poussés dans la rue par des organisations financées par les États-Unis, pensent pouvoir accomplir — les États-Unis ne réservent au pays indonésien que davantage de difficultés et d'humiliations.

Les manifestations qui ont lieu cette année à travers l'Indonésie ne sont que la suite des manifestations déjà révélées l'année dernière comme une ingérence soutenue par les États-Unis — et c'est une ingérence que l'opposition indonésienne soutenue par les États-Unis a reçu une aide occidentale *supplémentaire* pour dissimuler spécifiquement.

Ces manifestations s'inscrivent dans une campagne régionale plus large — précédemment désignée sous le nom de «Milk Tea Alliance» — et constituent une tentative délibérée de reproduire le «Printemps arabe» orchestré par les États-Unis à travers l'Asie du Sud-Est, afin d'encercler la Chine avec la même mort, la même destruction et la même déstabilisation que celles dont les États-Unis ont entouré l'Iran au Moyen-Orient depuis 2011.

Les États-Unis mènent une guerre mondiale contre le multipolarisme. Non seulement contre les pays qui proposent et mènent l'essor du multipolarisme — des pays comme la Russie, la Chine et l'Iran —, mais aussi contre tous les pays susceptibles de contribuer au multipolarisme et d'en tirer profit — l'Indonésie figurant parmi les plus importants d'entre eux.

Réveler l'ingérence américaine en Indonésie permet non seulement d'éviter les catastrophes que des ingérences américaines similaires ont provoquées dans le monde arabe à partir de 2011 ou en Ukraine à partir de 2014, mais constitue également la première étape pour éliminer un activisme détourné par des forces étrangères et le remplacer par un activisme réel et pragmatique susceptible de contribuer à atténuer les problèmes auxquels l'Indonésie — et tous les autres pays — sont confrontés.

Ignorer les preuves empiriques montrant que le gouvernement américain encourage, défend et tire profit de la crise politique en Indonésie, et céder aux émotions que les discours financés par les États-Unis sont scientifiquement

conçus pour exploiter, ne fera qu'ajouter l'Indonésie à la longue liste, toujours plus longue, des pays que les États-Unis ont détruits de l'intérieur, sans tirer un seul coup de feu.

source : New Eastern Outlook